



**Comité Technique Local du 7 novembre 2017**  
**Déclaration Liminaire de l'Alliance UNSA - CFTC**

Monsieur le Président,

Ce n'est pas vraiment une nouveauté, mais, rien, ne va plus aux finances Publiques. Le dialogue social n'est même plus en panne, il est en voie de disparition. En effet, une panne peut être réparée, mais, quelque chose en voie de disparition, c'est nettement plus grave, et il est malheureusement rarissime de constater une amélioration sur un sujet en train de disparaître. Les conditions d'exercice des fonctions de nos collègues s'aggravent de jour en jour, et malgré nos appels auprès de la direction, rien ne change...

Le mouvement du 10 octobre écoulé, avec 400.000 manifestants sur l'ensemble du territoire et un nombre important de grévistes dans nos services est bel et bien la preuve absolue du fort mécontentement et de l'inquiétude des collègues mobilisés. L'administration doit réagir, car, la balle est dans son camp. Le gouvernement doit se réveiller et doit redonner aux agent(e)s des perspectives et les moyens d'accomplir leurs missions pour mieux répondre aux attentes de la population. Il faut qu'il engage une véritable réflexion sur la question des services publics.

Un rendez-vous salarial a donc été réalisé avec l'ensemble des organisations syndicales des finances publiques, mais , hélas, il a eu un fort parfum de déception. Pourtant, l'ensemble des O S avait parfaitement dénoncé les annonces faites cet été par le gouvernement sans concertation ni information préalable sur des sujets essentiels tels que l'instauration d'une journée de carence, le gel du point d'indice en 2018, l'augmentation de 1,7% de la CSG pour les fonctionnaires, la non reconduction des emplois aidés. Les organisations syndicales ont déploré la décision de report d'un an du PPCR, l'absence de revalorisation du pouvoir d'achat et ont considéré que ce« rendez-vous salarial » n'était pas une réunion de négociation salariale.

Les syndicats de la DGFIP ont constaté que les réponses du gouvernement n'étaient pas du tout à la hauteur des attentes des agents publics exprimées notamment lors de la mobilisation du 10 octobre dernier en matière de pouvoir d'achat, de garantie des engagements pris et d'emploi public.

Evidemment, Monsieur le Président, vous n'avez pas la main sur l'ensemble des sujets que nous venons d'aborder. Mais, en votre qualité de représentant direct de l'Administration des Finances Publiques dans notre département du Pas de Calais, il vous appartient de faire « remonter » à Bercy tout le mal-être, tout le mal-vécu de nos collègues. C'est votre rôle et nous comptons sur vous.

### **Les représentant(e)s de l'Alliance**

Gilles Delwaulle, SIE Arras

Gabriel Gaillard, E D R 62

Jean-François Waille, trésorerie de Beuvry

Nathalie Jeamart, Lens-Municipale

